

# Argument faible : crier fort

**Caricatures et désinformation, quand il ne s'agit pas carrément d'insultes et de mensonges : depuis plusieurs mois, particulièrement depuis la mise en place, sans le PS, du gouvernement fédéral, les discours politiques donnent le tournis à tous ceux qui s'appliquent encore aujourd'hui à essayer d'y croire, tout en refusant de céder au populisme. D'ailleurs, c'est l'ensemble des exécutifs de ce pays, quels que soient les partis qui les composent, qui subit une vague de scepticisme sans précédent de la part de la population. Et si l'on en croit un sondage récent, ce scepticisme tourne doucement au mépris.** PAR PIERRE LESTRANGÉ

**L**es partis membres des différentes coalitions qui gouvernent notre pays pourront-ils faire en sorte que cette ambiance surjouée de chaos politique ne conduise pas à un bien réel chaos social et économique ? Il est vrai qu'entre les « *c'est pas moi, c'est l'autre* » et les « *c'est çui qui l'dit qui l'est* », ce n'est pas la force de l'argumentation qui permet de faire le tri. C'est pourquoi *M... Belgique* a décidé de comparer les mesures annoncées par les différents gouvernements car, au-delà des postures, ce sont bien les arbitrages budgétaires qui caractérisent les choix politiques. Quand il y a des choix...

**FÉDÉRAL : ON N'EST PAS SORTI**

## DE L'AUBERGE

Dans le climat social ambiant, il est piquant de rappeler que la première mesure qui s'appliquera durement aux travailleurs sans emploi, en plus d'une dégressivité accrue des allocations de chômage, relève d'une décision du gouvernement DiRupo... : en effet, au moins 16 800 personnes devraient perdre leur allocation d'insertion dès ce premier janvier, et ce sont les gouvernements régionaux, où siège le PS, qui devront l'appliquer. La volonté de voiler cette réalité, alliée à celle de créer un écran de fumée pour masquer les mesures d'austérité prises par le gouvernement wallon (*cf. infra*), explique au moins en partie la manière dont le PS est « monté dans les tours » contre « l'ultra droite » au Parlement fédéral.

Cela n'enlève évidemment rien, mais s'ajoute à l'impact des mesures annoncées par le gouvernement Michel. Depuis l'annonce d'économies qualifiées de suicidaires par les secteurs de la recherche et des institutions culturelles fédérales, celui-ci doit tout d'abord faire face à trois mauvaises nouvelles qu'il n'avait pas anticipées et qui risquent fort d'alourdir la facture de tous les contribuables : 1. La Cour des comptes a émis un rapport extrêmement dur sur le projet de budget

fédéral, pointant notamment une grave absence de transparence et de nombreuses imprécisions, conduisant à une insuffisance de crédit de plus de 300 millions d'euros. 2. La Commission européenne estime que le budget en l'état ne tient pas la route et invite le gouvernement Michel à revoir sa copie, avec à la clé un nouveau tour de vis au printemps. 3. Confirmant l'analyse de la Commission, la Banque nationale vient de réduire quasi de moitié les prévisions de croissance pour 2015 et 2016, dont coût : 5 milliards d'économie supplémentaire d'ici 2016 !

## TODI LES P'TITS QU'ON SPOTCHE ?

C'est d'autant plus énorme que ces 5 milliards viendraient s'ajouter aux 8 milliards de mesures d'ores et déjà décidées dans le projet de budget pluriannuel présenté par le Fédéral pour la période 2015-2018, dont 4,3 milliards dans la Sécu et 2 pour la seule SNCB. Comme l'en accuse l'opposition, la majorité a-t-elle décidé de « *faire peser le poids du retour à l'équilibre sur les épaules les plus fragiles* » ? Ils ne sont pas les seuls, mais c'est peu dire qu'ils seront effectivement « *impactés* », pour reprendre un mot à la mode chez les technocrates de tout poil.

Ainsi, le gouvernement projette d'économiser pas moins de 773 millions en matière de dépenses

sociales au détriment des pensionnés, des chômeurs et des allocataires de maladie-invalidité, par le seul effet du saut d'index. Toutes mesures confondues et malgré les «*corrections sociales*» annoncées, les allocataires sociaux devraient voir leur revenu baisser globalement à hauteur de 586 millions en 2015, 631 en 2016, 920 en 2017 et plus d'un milliard en 2018, soit un total de plus de 3 milliards d'euros entre 2015 et 2018. On est loin des déclarations d'un Olivier Chastel, ancien ministre du Budget et nouveau président du MR, qui déclarait au journal *L'Avenir* le 19 novembre dernier que «*8 milliards d'économies sont faits sur le train de vie de l'Etat, uniquement*»... Saut d'index, non-indexation des barèmes fiscaux, restrictions d'accès à certaines allocations, mesures visant les travailleurs à temps partiel même involontaires ainsi que le chômage temporaire, suppression de crédits temps, etc. : 2015 marquera bien pour 2,5 millions de Belges une perte de revenu réel et 250 000 d'entre eux risquent d'être frappés par un véritable drame social, voyant leur revenu annuel baisser dans certains cas de plusieurs milliers d'euros.

## **WALLONIE : À ENFUMAGE, EN- FUMAGE ET DEMI**

De son côté, le gouvernement wallon pourtant étiqueté de centre gauche a bizarrement choisi d'accélérer le

rythme de retour à l'équilibre, en réalisant 60% de l'effort à accomplir pendant la seule année 2015. Non seulement il choisit la voie de l'austérité, mais il passe pour cela par la formule très peu transparente du décret-programme, ce qui lui permet de court-circuiter les procédures habituelles et obligatoires d'avis (notamment celui des villes et communes), et sans aucune concertation avec les partenaires sociaux. Face notamment aux syndicats, PS et cdH auraient eu il est vrai quelques difficultés. Comment en effet expliquer le décalage entre leur discours sur le caractère préjudiciable de l'austérité pour le développement économique et la réalité sans grande vision de la politique de coupe sombre à laquelle ils se résignent pourtant spontanément. Ils auraient eu également quelques difficultés à leur expliquer le décalage abyssal entre leurs déclarations tonitruantes sur la nécessité de faire contribuer les plus hauts revenus et leur renoncement total à y toucher, malgré la toute fraîche autonomie fiscale dont disposent désormais les Régions. Face au CESW, PS et cdH auraient eu aussi des difficultés à défendre le signal désastreux pour les entreprises consistant à rétablir le précompte sur le «*matériel et outillage*»... Pour le PS et le cdH, frapper vite et fort s'explique probablement par la volonté d'agir le plus loin possible des prochaines échéances électorales, en

se cachant au maximum derrière le ramdam orchestré par eux au Fédéral. Ce manque de transparence se nourrit d'autres « enfumages » : ils annoncent que les Organismes d'intérêt public (le FOREM, par exemple) verront leur dotation « enfin indexée de 1 % » ou ils évoquent des « moyens supplémentaires » pour le TEC. Mais c'est pour mieux faire oublier leur décision de réduction linéaire de 5 % du budget des mêmes organismes ou entreprises publiques... Même absence de ligne claire concernant le prix du titre-service qui « *ne va pas augmenter* », mais ils oublient de préciser qu'il s'agit de son prix facial, car le coût pour l'utilisateur va effectivement augmenter (de 6,3 à 8,1 euros pour les 150 premiers chèques)...

L'austérité a toutefois ses limites : le gouvernement wallon n'a en effet pas hésité à dé plafonner le nombre de ministres rémunérés, avant de dé plafonner l'effectif global des cabinets. D'après l'opposition, le montant alloué à certains cabinets serait en forte hausse ; elle évoque une augmentation de 10 % pour le ministre-président et de 20 % pour les vice-présidents.

L'économie sociale a moins de chance, elle qui voit ses moyens réduits globalement de 8 %. De son côté, le secteur de la construction, déjà menacé entre autres par le dumping social des travailleurs détachés, n'est pas mieux loti, le gouvernement ayant décidé un report d'investisse-

ment de 340 millions d'euros, c'est-à-dire près de la moitié du budget d'investissement annoncé. Il sacque également dans les budgets dédiés à la recherche ou dans les crédits relatifs à l'expansion économique, etc.

Mais tout à sa joie de ne plus devoir « se farcir » les écologistes, c'est dans les secteurs de l'environnement et de l'énergie que le nouveau gouvernement wallon donne l'impression de s'être vraiment lâché. Respirez bien : arrêt de l'Alliance Emploi-Environnement, moratoire sur toutes les primes énergie combiné à une réduction de moitié de leur montant global (c'est-à-dire une réduction de plus de 40 millions), suppression ou diminution drastique des crédits en matière d'emplois verts et de développement durable tels que le soutien aux nouveaux matériaux, l'économie verte, les circuits courts, les formations aux nouveaux métiers verts, l'économie circulaire, les politiques de mobilité, la biométhanisation, la gestion des cours d'eau, Natura 2000, les subventions aux associations environnementales, etc.

## **À BRUXELLES, SEUL LE BUDGET « ÉNERGIE » DIMINUE**

Face à cette hécatombe, les mesures envisagées par le gouvernement bruxellois apparaissent moins drastiques, mais il faut pourtant constater

que là aussi, ce sont les politiques connotées vertes qui sont les plus visées. Ainsi, si le refinancement de Bruxelles (500 millions annuels) obtenu de haute lutte lors de la dernière réforme de l'Etat devrait être intégralement affecté à la politique de mobilité, c'est à des travaux d'infrastructure très lourds dignes des années 70 qu'ils seront consacrés, comme des tunnels ou la prolongation du métro. Comme si, au lieu de

régler à la surface de la Région l'ensemble des problèmes auxquels elle est confrontée (dualisation, exode des habitants disposant d'une capacité contributive, logement, formation, etc.), il valait mieux développer une ville souterraine...

De même, il est spectaculaire de constater que de tous les budgets régionaux, seul celui portant sur « Energie, air, climat et bâtiments durables » diminue, passant de 23 à 10 millions en crédit d'engagement : une baisse de 55 %. Cela rompt avec la politique menée à Bruxelles au cours des dix dernières années, qui avait pourtant permis à la ville-région de réduire de 25 % sa consommation d'énergie et qui en avait fait une ville internationalement reconnue en matière de développement durable.

## FINI, LE BUDGET ENSEIGNEMENT SANCTUARISÉ...

Les données concernant les choix budgétaires réels du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles restent très floues. C'est le cas des moyens de l'encadrement différencié pour les écoles accueillant les élèves

les plus précaires (25 % des écoles), où il se révèle impossible depuis plusieurs semaines de savoir ce que veut vraiment la ministre en charge du département, Joëlle Milquet. Les coupes dans les subventions de fonctionnement des écoles paraissent, elles, bien confirmées, de même que les moyens de l'aide à la réussite.

En matière culturelle, en plus du saut d'index, les institutions dépendant des conventions et des contrats programmes verront leurs moyens rabaissés linéairement de 1 %. C'est la création qui, bien qu'elle voie ses moyens augmenter tous secteurs confondus de 450 000 euros, risque de devenir la variable d'ajustement quand les subventions diminuent mais que les charges continuent, elles, d'augmenter. De leur côté, les secteurs de l'accès à la culture, tels que les musées, les bibliothèques, l'éducation permanente, les centres culturels, etc., voient la mise en place d'une politique de « moratoire » (encore une), ce qui équivaut à un gel de leurs subventions. Enfin, contrairement à ce que prévoyait son contrat de gestion, la RTBF voit son budget amputé de près de 5 millions ; l'émission *50 degrés Nord* se verra donc remplacée par le placement de produits dans les programmes du service public... Tout ça pour ça.

De plus en plus de voix s'élèvent, jusqu'au sein de l'OCDE, pour fustiger les effets d'un excès de consolidation budgétaire sur le dynamisme des économies européennes. Pourtant, nos divers gouvernements conservent les œillères de la bien-pensance néo-libérale, quelle que soit leur composition. Pas sûr que ça les rapproche de leurs promesses électorales, ni du saut positif vers l'avenir auquel les citoyens aspirent.

■ PIERRE LESTRANGÉ